

BURUNDI
ORGANISATIONS CONFESSIIONNELLES
CENTRE DE RECHERCHES POUR L'INCULTURATION ET LE DEVELOPPEMENT
(CRID)
B.P. 1390. Tél. 215057 Fax 223027 E.MAIL CRID@cbinf.com

METHODES ET PROBLEMES DE L'ENQUETE POUR L'ANALYSE SOCIO-PASTORALE DE L'EGLISE CATHOLIQUE DU BURUNDI

Introduction

Pour mieux cerner les problèmes d'une population donnée, on recourt souvent à l'enquête définie comme étant *un travail systématique et organisé pour la collecte d'informations quantitatives ou qualitatives en vue de répondre à un questionnement de départ.*

Ceci implique donc que l'enquête ait un objectif précis et bien défini, qui se rapporte à un sujet et une problématique. Les Evêques Catholiques du Burundi ont décidé, en Décembre 1996, de procéder à l'évaluation pastorale des communautés chrétiennes en crise en vue de se préparer à la célébration du centenaire de l'Eglise locale (1998) et du Grand Jubilé de l'An 2000.

L'enquête pour l'Analyse socio-pastorale de l'Eglise Catholique du Burundi comporte, comme toute enquête, des méthodes et des problèmes.

Méthodes

Cette enquête est, de par sa nature et à l'opposé de l'enquête rapide, une enquête lourde. En fait, l'enquête rapide est utilisée pour obtenir une connaissance rapide du milieu entendu dans un sens large : le milieu humain, physique, économique, etc. L'enquête lourde, quant à elle, couvre un large échantillon, pendant une durée plus longue que l'enquête rapide.

L'objectif est de collecter des données sur un domaine spécifique, dont les résultats pourront être généralisés sur l'ensemble de la population.

L'enquête lourde, dont la finalité est de réaliser une analyse diagnostic, se situe à un niveau explicatif. C'est-à-dire que l'enquêteur doit dépasser la description de la situation pour analyser le fonctionnement et en expliquer les causes. Ceci exige une analyse de l'évolution et de l'histoire de l'objet d'étude sans laquelle il sera impossible d'expliquer le fonctionnement actuel.

Conception de l'enquête

L'enquête à caractère socio-pastoral est difficile à concevoir. Parce que dans le domaine des sciences sociales, l'objet d'étude est la réalité sociale, économique et religieuse, objet très complexe, vivant, en état d'évolution permanente. Quand l'enquête s'étend sur une période très

longue, cette réalité se trouve dominée par des défis nouveaux qui risquent de pousser l'enquêteur à collecter des données dominées par des réalités qui n'ont pas encore été soumises à l'épreuve du temps pour être fiables.

C'est pour cette raison que le questionnaire, outil indispensable pour mieux cerner l'objet d'étude, doit être clair, concis et précis et ne comporter aucune marque d'approximation. Il doit être débarrassé des thèmes dont l'explication exige le recours à des matériaux absents sur le terrain, tels que les dictionnaires, les livres ou les notes de cours.

A propos du questionnaire

La matière essentielle de toute enquête est fournie par le questionnaire.

Celui-ci aide beaucoup dans la délimitation le sujet de l'enquête. Sans s'enfermer dans un cadre rigide et sachant que les rapports entre le social, le religieux et l'économique sont complexes, il est indispensable de préciser les questions auxquelles l'enquête doit apporter une réponse. Ces questions doivent être précisées au préalable avec le plus de clarté possible.

Le questionnaire disponible est un document provisoire établi par la Coordination Nationale du Projet pour aider les enquêteurs à mieux orienter les réflexions. Il nous appartient ainsi d'en dégager l'essentiel en tenant compte de notre objet d'étude : Les communautés en crise. Mais il ne suffit pas de disposer de cet outil, il faut connaître le champ de l'enquête et le lieu de l'observation.

Le champ de l'enquête

Le champ de l'enquête signifie l'espace géographique où se déroulera la collecte des données. La délimitation de cet espace est liée à la problématique de l'étude et le sujet de l'enquête. Il peut être une région ou une zone qui se réfère à un découpage administratif, géographique et naturel. Pour l'enquête d'analyse socio-pastorale qui nous concerne, quatre milieux ont été identifiés en suivant un découpage créé par les défis actuels. Il s'agit des collines (mu rutoke), des centres urbains (ibisagara bikuru na bito bito), des centres de déplacés et de regroupés (ahaba abateshejwe izabo n'intambara) et des milieux consacrés (mu mibano y'Abihebeye Imana).

Le lieu de l'observation

Le lieu de l'observation des réalités socio-pastorales à étudier correspond à l'endroit où l'enquêteur se rend, corps et âme, pour effectuer l'enquête.

Pour illustrer ce point, prenons un exemple concret : pour obtenir des informations relatives à la vie des communautés chrétiennes sur les collines et dans les centres de déplacés d'un diocèse donné, on peut inviter un nombre préalablement établi de personnes provenant de ces milieux et organiser une entrevue dans la salle d'une paroisse ou d'une école ou se rendre effectivement dans les centres respectifs.

Cet exemple montre que le choix du lieu d'observation peut prêter à confusion. Les résultats de l'enquête varient suivant les lieux où se déroule l'enquête car, en matière socio-pastorale, les

informateurs s'expriment souvent en faisant allusion aux réalités environnantes. L'option la plus favorable au bon déroulement de l'enquête sera alors de se convenir sur le fait que la collecte d'informations fiables réussira si chaque enquêteur se rend effectivement dans les milieux concernés au lieu d'organiser des rencontres faciles dans des lieux qui poussent les informateurs à répondre vaguement, croyant si bien faire.

Néanmoins, une exception peut être accordée aux enquêteurs du Diocèse de Bubanza qui risquent de se trouver dans l'obligation de contacter à domicile les seules communautés du centre de Bubanza suite aux difficultés réelles d'accès à certaines localités. Mais alors, qui faut-il enquêter pour obtenir les informations recherchées?

L'échantillon

Pour obtenir des informations fiables et vérifiables, une attention particulière doit être donnée à la précision d'un échantillon de qualité et suffisamment représentative. Tout le monde sait que la vérité est polyphonique et qu'elle ne peut être détenue par une seule personne ou par un groupe d'individus partageant une même idéologie.

C'est pour cette raison que les enquêteurs devront se mettre à l'écoute des informateurs dans la population de référence que nous précisons ci-dessous.

- Adultes, baptisés vers les années 1910-1940, donc, âgés de 50 ans et plus. Ceux âgés de 90 à 120 sont généralement de véritables bibliothèques. Mais le poids de l'âge peut avoir entamé la force de la mémoire.

Cette "population" porte encore les marques indélébiles des débuts de l'évangélisation. Elle peut s'exprimer facilement avec force allusions aux événements du passé et montrer clairement les points faibles de la praxis ecclésiale et de la gestion de la société.

- Adultes âgés de 30 à 60 ans. Ils détiennent beaucoup d'informations sur les faits liés au passé récent de notre société et de notre Eglise. Choisir les personnes jugées intègres, qui ont agi, d'une manière ou d'une autre, pour préserver la vie de leurs prochains au cours de nos tragédies.
- Jeunes de 15 à 30 ans. L'illusion serait de croire que tous les jeunes membres ou responsables des Mouvements d'Action Catholique sont intègres et capables d'exprimer clairement leurs critiques, leurs déceptions.

La représentativité

Le principe du sondage est d'obtenir un groupe composé d'un nombre réduit d'individus représentatifs d'un ensemble plus large de sorte que la collecte des données s'effectue en moins de temps, et par conséquent, coûte moins cher. La méthode de sondage doit avoir une double caractéristique : d'une part, elle doit être adaptée aux moyens disponibles et, d'autre part, elle doit

permettre d'obtenir la meilleure représentativité dans le cadre de ces moyens. L'objectif du sondage est de collecter les données auprès d'un groupe représentatif. Mais il faut souligner qu'il y a deux types de représentativité :

- *la représentativité statistique*, c'est-à-dire que l'échantillon représente toutes les caractéristiques de la population et dans les mêmes fréquences.
- *la représentativité par rapport à une problématique ou une hypothèse de travail*, c'est-à-dire que l'échantillon élaboré peut ne pas respecter la représentativité stricte mais qu'il va refléter une typologie qui privilégie les critères de différenciation de la population, élaborés à partir des hypothèses et de la problématique.

L'enquête présente devra privilégier ce deuxième type de représentativité étant donné le caractère complexe des thèmes dont elle va s'occuper et des dangers de la typologisation sociale qui est peut être à l'origine de nos tragédies. C'est pour cette raison que chaque enquêteur devra s'entretenir avec 100 informateurs choisis dans la "population de référence" ci-haut déterminée (p.5) soit 30 (50 ans et plus), 40 (30 à 50 ans), 30 (15 à 30 ans).

Remarque: Il faut toujours prévoir un échantillon plus large (nombre d'individus plus grand) que l'échantillon recherché. Ceci pour faire face au refus de certaines personnes retenues pour l'échantillon, d'être enquêtées. Dans ce cas, il faut les remplacer par d'autres personnes ayant les mêmes caractéristiques.

Sur le terrain

Pour être efficace sur le terrain, il faut établir, au préalable, les listes de ceux qui composent l'échantillon, les horaires, les rendez-vous avec les personnes à enquêter. Il est utile d'organiser une réunion dans chaque diocèse pour préciser ces éléments. Elle doit se tenir sous la présidence du Coordinateur Diocésain en présence de tous les enquêteurs.

L'idéal est d'organiser des réunions quotidiennes avec les enquêteurs, qui auront lieu tous les soirs. Si ceci n'est pas possible, il faut prévoir des rencontres régulières et fréquentes. Au minimum, une fois par semaine. L'objectif de ces réunions est de faire le point sur le travail de la journée : faire le point sur l'échantillon (les refus, les défaillances, les remplacements), sur le déroulement de l'enquête (accueil, difficulté rencontrée pour remplir le questionnaire) et les imprévus.

Ce suivi permettra de réorienter le travail au fur et à mesure de l'avancement sur le terrain. Ces réunions offrent également l'occasion d'affiner la manière de poser les questions aux informateurs.

L'enquête doit se dérouler sous la forme d'une interview. Car, en matière socio-pastorale, il ne faut jamais se contenter d'informations sommaires. Chaque type de question doit être abordé en profondeur.

PROBLEMES DE L'ENQUETE

1. Le danger de l'interprétation subjective

Dans un premier temps, les enquêteurs noteront sur papier les informations collectées. Il est interdit d'écrire pendant que l'informateur parle. Marquez une pose pour noter les idées essentielles à la fin de chaque réponse.

Le problème de la subjectivité consiste, du côté de l'enquêteur, à omettre des vérités qui le gênent alors qu'elles pourraient contribuer à enrichir le débat.

Ce problème doit se produire dans ce pays où beaucoup de questions à caractère social et religieux n'ont pas encore requis l'unanimité de toutes les composantes de la population. Du côté de l'informateur, l'interprétation subjective consiste à saisir le sens de la question en tenant compte de la personne même de l'enquêteur. Par exemple, un fidèle laïc répondra à la question d'un prêtre comme s'il s'agissait d'une déclaration de péchés individuels ou collectifs dans le confessionnal.

Les clichés ethnistes, qui habitent désormais les consciences fourniront également une force puissante à ce danger de l'interprétation subjective. Ou bien, l'informateur cachera volontiers ses "vérités" à un enquêteur qui ne lui inspire pas confiance. Ou alors, l'enquêteur lui-même empêchera la profération de certaines "vérités gênantes" à cause de ses attitudes vis-à-vis de l'informateur (expression du mépris, désapprobation fréquente par des gestes, regard terrorisant, etc).

Il reviendra donc à l'enquêteur d'agir en homme averti en redressant à temps sa position et celle de l'informateur. Ce danger est lié à un autre qui concerne le refus de répondre à certaines questions.

2. Le refus de répondre à certaines questions

Le terrain burundais a connu, hier et aujourd'hui, des faits troublants qui empêchent aux citoyens de s'exprimer concrètement. L'on dira, par exemple, à un enquêteur non avisé :

"Turazi amabi ikaramu yakoze"

"Nous savons les malheurs que le stylo a entraînés".

Le souvenir est resté vif dans les esprits qui ont assisté à des arrestations arbitraires suivies parfois de tortures à mort pendant la période post-coloniale.

D'autres informateurs, grisés par leur fierté non prouvée de détenir les informations les plus fiables, diront avec dédain :

"Inkoko y'i Bwami iragura yanyoye"

"Le coq de la Cour Royale ne peut dévoiler ses secrets sans avoir ingurgité quelques gouttes d'eau".

Une façon pudique de solliciter un pourboire avant tout entretien.

Il reviendra alors à l'enquêteur de rester attentif à ces réactions parfois fondées. Il devra alors savoir comment informer, au préalable, sur le bien-fondé de l'enquête, le cadre d'exécution et l'utilisation qui en sera faite. La Coordination Nationale veillera à sensibiliser la population-cible par les moyens appropriés.

3. Le danger du temps défavorable

L'enquêteur peut se heurter à un problème difficile à prévoir par le seul fait que l'état d'âme d'un informateur dépend de divers facteurs. Dans notre pays constamment troublé, la plupart de fidèles sont dans un état de dénuement quasi total.

D'autres n'arrivent pas à répondre à leurs estomacs qui réclament leurs droits. Aujourd'hui, une main bienfaitrice peut provoquer le sourire d'un informateur. Demain, un événement malheureux (mort d'une parenté, exil forcé, vol à main armée) peut anéantir tous les espoirs.

L'enquêteur peut alors aborder, sans le savoir, un informateur qui se trouve dans un état défavorable mais qui cache savamment les déboires que son coeur conserve. Il est donc utile de s'efforcer de connaître l'état d'âme de l'informateur avant de l'aborder et tâcher d'instaurer une atmosphère qui permette des échanges francs.

4. Le danger de "l'enquêteur électronique"

Il s'agit d'un problème lié à l'utilisation des magnétophones. En fait, pour mieux fixer les idées exprimées par l'informateur, l'usage d'un enregistreur est très bénéfique. Dans le cadre de l'enquête présente, le recours à cet outil essentiel interviendra avec un certain retard. Pendant la collecte des informations par écrit, chaque enquêteur devra repérer les témoignages les plus patents et prévoir déjà de les enregistrer ultérieurement sur bande-cassette. Pour l'enregistrement des données sonores, il devra veiller aux techniques suivantes :

- Placer le magnétophone dans un endroit discret pour éviter des invectives décevantes de la part de l'informateur :

"Mbega wa radiyo we, uranyumva ?"

"Eh, toi radio, as-tu bien enregistré ce que j'ai dit ?"

En fait, le danger réel est de déplacer la relation directe enquêteur-enquêté vers une relation factice radio-enquêté. Conscient de s'exprimer pour l'intérêt de la radio, l'informateur néglige ainsi d'exprimer les idées inspirées par les réalités vives qui marquent sa vie et son milieu. Sa démagogie devient alors un danger réel pour l'enquête.

- Eviter de manipuler le magnétophone à chaque instant pour ne pas trop distraire l'informateur. Le refus de répondre aux questions ultérieures peut même survenir suite au mépris sournoisement affiché par l'informateur qui a subitement "marre"

de la vanité (uba uriko uramwishimako). S'il est mégalomane, il sera patient vis-à-vis de cet enquêteur mais les informations qu'il va livrer ne pourront pas servir à la compréhension de la problématique.

- Faire attention au guide d'utilisation pour respecter les consignes et éviter d'effacer les informations recueillies. Il est affligeant pour l'enquêteur, de constater l'endommagement d'une cassette ou d'un magnétophone par ignorance et inattention. Et comme nous sommes dans une société d'oralité où la profération d'une parole de qualité dépend de plusieurs facteurs extralinguistiques (temps, espace, atmosphère ambiante, audience, état d'âme de l'informateur, stratégies de l'enquêteur), l'expression *verba volant scripta manent* y trouve toute l'étendue de son champ d'application.

Récapitulation et précisions finales

1. Après la session de formation, les coordinateurs diocésains sont priés d'organiser, au niveau diocésain, des réunions avec des enquêteurs. (Lire le présent document, à la page 8 pour comprendre le bien-fondé de ces réunions. Pour les milieux consacrés, une organisation structurelle doit être mise sur pied à cette fin.
2. Chaque enquêteur-chercheur adressera le questionnaire à 100 informateurs choisis suivant les indications de la méthode d'enquête.

2 enquêteurs s'occuperont d'un domaine. Mais ils travailleront séparément pour ne pas s'adresser aux mêmes informateurs et permettre la collecte d'informations variées sur des sujets similaires. C'est du choc des idées que jaillit la lumière. Pour cette raison, ils doivent procéder à la distribution des tâches en précisant les espaces concrets et les lieux d'observation de l'enquête. Par exemple : pour Bujumbura, les 2 enquêteurs qui seront chargés de collecter les informations sur les collines éviteront de s'adresser aux seuls informateurs de l'Imbo. Ils devront s'adresser également à ceux du Mugamba et du Kirimiro.
3. L'enquête durera 4 mois. Elle sera partiellement clôturée, au niveau diocésain, par une synthèse diocésaine qui sera envoyée à la Coordination Nationale en septembre. Les enquêteurs chargés du milieu des personnes consacrées composeront également des synthèses. Les synthèses diocésaines et celles émanant des milieux de personnes consacrées serviront à préparer le pré-colloque.
4. A l'occasion du "pré-colloque" les enquêteurs échangeront sur le déroulement et les résultats partiels des enquêtes et préciser les compléments à y apporter.
5. Un "colloque final" sera organisé. Les Evêques, les Vicaires Généraux, les Présidents de l'USUMA-COSUMA et certain (e) s supérieur (e) s, ainsi que l'Equipe du CRID, les professeurs des Grands Séminaires, des secrétaires des

commissions pastorales, les enquêteurs et les représentants des personnes consacrées prendront connaissance des résultats de l'enquête.

6. Les actes du colloque final serviront de documents de base pour un "symposium de théologiens et d'agents pastoraux" qui, à son tour, aidera à élaborer un modèle de pastorale qui corresponde aux besoins de la nouvelle situation des communautés chrétiennes d'aujourd'hui.
7. Les éléments sonores importants recueillis sur terrain serviront largement dans la sensibilisation des communautés sur les problèmes et les espoirs de l'heure. Le peuple de Dieu qui est au Burundi pourra ainsi participer directement aux efforts en cours.
8. La Coordination Nationale adressera dans les délais un message officiel au peuple de Dieu et aux autorités administratives pour éviter le danger de l'équivoque qui handicape souvent le bon déroulement des enquêtes.

Il revient aux Coordinateurs Nationaux et Diocésains de favoriser la circulation rapide et soignée de toutes les informations liées au déroulement de l'Enquête pour que, unis dans un même Corps et dans un même Esprit, l'Enquête pour l'Analyse Socio-Pastorale de l'Eglise Catholique du Burundi soit l'oeuvre des Burundais pour le bien de la société et de l'Eglise.

Fait à Bujumbura, le 14 Avril 1997

Zénon MANIRAKIZA
&
Diomède NKURUNZIZA

CRID